

Elections municipales : débâcle électorale pour le PS et le gouvernement

lundi 31 mars 2014, par [BONNET François](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mars 2014).

Les socialistes perdent plus de 50 villes de 30 000 habitants, tandis que le Front national conquiert une douzaine de mairies. Une telle sanction, doublée d'une abstention massive, met le président de la République au pied du mur, comme l'ont reconnu dès dimanche la plupart des responsables socialistes. Mais pour quelle politique ? Le PS hésite à engager ce débat alors que le choix se fera à l'Élysée.

Jamais sous la V^e République [depuis octobre 1958], un scrutin local n'aura été aussi fortement déterminé par les données nationales. Les élections municipales 2014, dont le deuxième tour s'est tenu ce dimanche 30 mars, ont pris de fait toutes les caractéristiques d'élections législatives. Ici ou là, le poids des personnalités a certes encore pesé. Mais l'essentiel a bien été d'approuver ou de sanctionner les grandes lignes de la politique suivie depuis mai 2012 par l'exécutif.

Le résultat est d'une rare sévérité, tant il vient démentir et punir une large partie des socialistes qui perdent plus de 155 villes de plus de 9000 habitants. D'abord, c'est tout un argumentaire qui s'est écroulé : celui, longuement développé par les candidats socialistes comme par le gouvernement, que les municipales ne sauraient être que « locales », scrutin à portée limitée donc.

Ensuite, c'est un cycle qui s'achève ou plutôt la fin d'un système qui est engagée par ce vote : celui d'un certain socialisme municipal qui permettait aux socialistes de dire que les seuls bilans locaux de leur gestion de collectivités territoriales devaient suffire à leur réélection. Enfin, c'est un responsable qui est sanctionné : le président de la République, et avec lui ce gouvernement, tant tout indique que le vote sanction intervenu concerne d'abord la politique de l'exécutif.

En cela, les municipales 2014 diffèrent de deux grands précédents. 1983 fut une rude défaite pour les socialistes de Mitterrand, mais une défaite atténuée par une forte mobilisation au deuxième tour et une union de la gauche encore vivante qui, par de bons reports de voix, avaient permis de limiter la casse. Rien de cela cette fois : l'abstention a encore augmenté en ce deuxième tour (38,5% après 36% au premier tour) ; les reports de voix sont médiocres, voire très mauvais, laissant isolés les candidats du PS.

L'autre précédent est celui de 1977, celui d'une immense vague rose qui vit le PS s'installer durablement et massivement à la tête des mairies. Ce succès ne fut pas construit seulement sur le rejet du pouvoir giscardien, mais aussi sur l'émergence d'une nouvelle génération de responsables politiques fortement portés par des dynamiques sociales et par l'union de la gauche. 2014 est un 1977 à l'envers, mais pas seulement tant les ressorts du vote sont éloignés de ces enjeux locaux. Ces municipales sanctionnent certes quelques vieux barons locaux (Michel Delebarre à Dunkerque en est un exemple) : mais leur dynamique est d'abord, voire exclusivement nationale.

Jean-Marc Ayrault, dimanche soir, et la plupart des responsables socialistes n'ont d'ailleurs pas

renvoyé à quelques situations locales difficiles les enseignements de ce scrutin. « *C'est une défaite pour le gouvernement. J'y prends toute ma part. Ces élections ont été marquées par la désaffection significative de celles et ceux qui nous ont fait confiance en mai et juin 2012* », a reconnu sans barguigner le Premier ministre Jean-Marc Ayrault. Le remaniement ministériel est engagé et François Hollande devrait s'exprimer rapidement. Quant au débat sur les changements politiques à engager, ils n'ont fait dimanche que timidement s'engager chez les responsables socialistes qui, tous, rappellent qu'il revient à François Hollande de choisir...

Un résultat symbolise à lui seul l'ampleur de la défaite socialiste : Limoges. Personne n'aurait imaginé la perte par le PS de ce bastion socialiste depuis 1912. Or Alain Rodet, maire sortant, est sèchement battu. Et il n'y a, dans cette défaite, pas seulement l'usure d'un baron local, en poste depuis 24 ans. Ayant perdu près de la moitié de ses voix au premier tour par rapport à son score de 2008, Alain Rodet a soudain redécouvert les vertus de l'union et de dynamiques plus larges en fusionnant avec les écologistes. Trop tard. Dans une ville qui est aussi lourdement frappée par le chômage, Alain Rodet a été balayé par un candidat inconnu de l'UMP.

Mais ce n'est pas la seule configuration de la défaite. En examinant la liste des villes de plus de 30'000 habitants, le Parti socialiste et le pouvoir peuvent faire le décompte : ils perdent une cinquantaine de villes. Des bastions, des villes conquises en 2008, des villes dirigées par des personnalités nationales ou non : le vote sanction est passé partout. Toulouse, quatrième ville française, Quimper, ville de Bernard Poignant, conseiller proche de Hollande, Roubaix, Reims, Belfort, Argenteuil, Asnières, Colombes, Chambéry, Angers, Caen, Ajaccio, Montbéliard, Valence, Évreux, Tours, Roanne, Saint-Étienne, Laval, Pau, Amiens, La Roche-sur-Yon, Athis-Mons, Livry-Gargan.

Autre symbole de la défaite socialiste : Grenoble. La liste emmenée par l'écologiste Éric Piolle, regroupant le Front de gauche et des associations de la ville, avait créé la surprise en arrivant en tête, devant la liste socialiste, au premier tour. Le refus du candidat PS Jérôme Safar de fusionner a été durement sanctionné par les électeurs. L'écart se creuse encore, puisque l'alliance conduite par les écologistes l'emporte avec 40,8 % des voix contre 27,6 % pour le socialiste.

C'est un autre enseignement du scrutin : le PS perd plusieurs villes faute d'avoir pu construire des dynamiques de rassemblement entre les deux tours. Ce fut le cas au niveau national, lorsque les responsables du PS ont appelé la semaine passée à un hypothétique front républicain contre le FN sans se soucier d'appeler les autres formations de gauche à l'union. Ce fut le cas bien souvent au niveau local, lorsque les maires sortants n'ont consenti que du bout des lèvres à recomposer leurs listes. Le résultat est la perte de plusieurs pour cause de report des voix désastreux, à Reims, à Angers, à Tours...

Hollande seul décideur

Le succès écologistes-Front de gauche à Grenoble, la victoire du candidat du Front de gauche Patrice Bessac à Montreuil ne doivent pas masquer les difficultés persistantes du PCF, en particulier en Ile-de-France. Les communistes perdent plusieurs fiefs, Saint-Ouen, Bagnolet, Bobigny, Villejuif. Ils sauvent d'extrême justesse Saint-Denis et préservent quelques villes en région, comme Dieppe. Mais l'affaiblissement du communisme municipal se poursuit. Ajouté en Ile-de-France à la perte de plusieurs villes conquises en 2008 par les socialistes, ce scrutin change sensiblement la couleur politique de la région Ile-de-France à un an des élections régionales.

De plus, ces pertes de municipalités vont avoir des conséquences en chaîne. Les socialistes ont d'ores et déjà perdu la direction de trois grandes communautés urbaines : à Bordeaux, à Lille et à Marseille. Si Martine Aubry est réélue, ses marges d'action seront singulièrement réduites, avec la

perte de la puissante communauté urbaine du Nord. Enfin, même si un comptage précis reste à faire, tout laisse penser que le Sénat, à l'issue des élections de l'automne prochain, devrait être repris par la droite.

Tout cela fait-il pour autant une « vague bleue » comme s'en est rapidement félicité le responsable de l'UMP Jean-François Copé ? « *Cette vague bleue est liée au fait que l'UMP, depuis deux ans, s'est reconstruite, a mobilisé énormément sur le terrain* », a-t-il commenté à l'attention de ses nombreux rivaux au sein de l'UMP. Mais si la progression de la droite classique est incontestable, elle reste entravée par le Front national qui parvient à conquérir quatorze mairies. Comme prévu, le parti de Marine Le Pen s'enracine un peu plus dans le Sud-Est en emportant Beaucaire, Cogolin, Fréjus, Le Luc, Béziers, Le Pontet et la mairie du 7^e arrondissement de Marseille. Outre Hénin-Beaumont dans le Pas-de-Calais, il l'emporte à Villers-Cotterêts, dans l'Aisne, à Hayange, en Moselle, à Mantes-la-Ville, dans les Yvelines.

Marine Le Pen pouvait triompher dimanche en revendiquant près de 1300 conseillers municipaux, soit bien plus que l'objectif du millier qu'elle s'était fixé. C'est un résultat sans commune mesure avec celui de 2008 (80 conseillers municipaux) et supérieur à celui de 1995. « *Le Front national bouscule le duo PS et UMP. Il faut compter avec une troisième grande force* », a assuré dimanche soir Marine Le Pen. Certains de ces candidats ont encore progressé entre les deux tours, bénéficiant du vote d'abstentionniste du premier tour mais surtout du vote d'électeurs de l'UMP. La consolidation du Front national, sa banalisation et la porosité grandissante avec l'électorat de la droite classique sont ainsi confirmées.

Dans ce champ de ruines, les dirigeants socialistes sont apparus dimanche soir comme tétanisés. La victoire d'Anne Hidalgo à Paris, le fait de conserver Strasbourg, Lille, Lyon, Rennes ont été éclipsés par l'inquiétude politique exprimée par tous les responsables socialistes. Il est vrai, comme l'a rappelé avec insistance le président des députés PS, Bruno Le Roux, que la suite des événements ne leur appartient pas. « *Il revient au président de décider de la réponse* », a constaté Bruno Le Roux, interrogé sur l'équation du remaniement gouvernemental et sur les éventuels changements de politique. La V^e République est ainsi, qui interdit aux élus du parti majoritaire de se prononcer, laissant à l'appréciation du seul président les changements éventuels.

Chacun s'est donc limité à des suggestions floues. Jean-Marc Ayrault pour souligner la « *nécessité de la justice sociale* » tout en assurant : « *Nos réformes vont porter leurs fruits.* » Mais le Premier ministre semblait là livrer comme une déclaration testamentaire, tant sa position semble intenable au vu de l'ampleur de la défaite. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, a lui asséné quelques surréalistes éléments de langage, repris avec plus de prudence par certains de ses collègues : « *Cette défaite, c'est le prix du courage des réformes que nous avons entreprises* », a-t-il ainsi affirmé. Benoît Hamon, représentant de l'aile gauche du PS, a voulu quant à lui se démarquer plus nettement en soulignant l'insatisfaction sociale grandissante et en se disant déterminé à parler pouvoir d'achat ».

Mais de ce classique partage des rôles relevant des diverses sensibilités du PS, rien n'a laissé entrevoir une réponse politique à la hauteur du choc électoral subi ces deux derniers week-ends. La réponse est à l'Élysée et sera donnée avant mercredi. D'ici là, le PS défait et ligoté est condamné à supputer ce que seront d'éventuelles réponses présidentielles.

François Bonnet

P.-S.

* Article publié par le site Mediapart le 31 mars 2014 :

<http://www.mediapart.fr/journal/france/310314/le-ps-et-le-pouvoir-enregistrent-une-debacle-electorale>